

## La fin des paysans est-elle inéluctable ?

*Soirée organisée par les Confédérations paysannes du Cher et du Centre, 30/11/2017*

Se présenter : entré au milieu des années 70 à l'INRA, au sein des courants qui commençaient à critiquer le productivisme en agriculture et ailleurs ; de multiples travaux seul ou à plusieurs (articles, rapports ou livres) en lien avec cette critique jusqu'au dernier, sorte de synthèse, consacré aux raisons multiples (anthropologiques, technico-économiques, sociales, politiques) pour lesquelles les sociétés modernes liquident les paysans ; une fidélité à une sociologie générale refusant ultraspécialisation, inflation méthodologique, quantification à outrance et s'efforçant, plutôt que de participer à des colloques entre soi, d'être le plus possible en prise avec les mouvements sociaux. D'où un compagnonnage avec les paysans-travailleurs, la CP, à laquelle ce livre-synthèse est aussi un hommage.

Pour aborder maintenant la question qui nous occupe ce soir, je commencerai par citer quelques chiffres. Il y avait en 1970, dans le Cher, plus de 11 000 exploitations agricoles, il n'y en avait plus en 2010 que 3 800 et, sur l'ensemble de la région Centre/Val de Loire, on est passé, entre ces deux dates, de 85000 à 18000. En France, pays représentatif des nations dites développées, plus d'1/3 de la population active vivait de l'agriculture en 1945, tandis qu'aujourd'hui on en est à 2-3% (sociétés paysannes et rurales vivantes à une CSP). Et au niveau mondial, les chiffres sont également vertigineux : en 1950, 80% de la population active totale, il n'y en a plus que 40% aujourd'hui.

Quelques brèves remarques, introductives, sur ces chiffres :

- Ils sont instructifs car ils indiquent une tendance lourde : la disparition des agriculteurs et paysans de la surface de la Terre, à une vitesse finalement assez phénoménale, s'accroissant surtout dans les 70 dernières années,
- Ils masquent une distinction fondamentale, de mot comme de réalité, entre les agriculteurs pris dans la spirale du productivisme capitaliste (spécialisation, endettement, chimie, concurrence sur les marchés, etc.) et les paysans qui y ont encore échappé ou veulent s'en défaire et promeuvent le modèle de l'agriculture paysanne sous ses différents noms, formes, modalités (agribio, agroécologie, pas ou moins d'intrants chimiques, circuits courts, etc.),
- Ils ne nous disent rien sur la façon dont on en est arrivé là, ce qui a été détruit, comment ces chiffres ont été historiquement et socialement fabriqués, au nom de quelles visions du monde, de quels choix de société, par l'intermédiaire de quelles politiques, pour satisfaire quels intérêts, etc.
- Et enfin, ils sont tout aussi secs sur la façon dont on peut sortir de cette tendance lourde.

Ce qui me conduit à poser autrement la question de ce soir « La fin des paysans est-elle inéluctable ? », que je trouve, dans sa formulation même, un peu fataliste. Pour éviter de sombrer, comme cela arrive souvent dans ce genre de réunion (agricole ou autre), soit dans un pessimisme foncier où l'on n'en finit plus d'énumérer toutes les raisons de notre impuissance, soit, à l'inverse, dans un optimisme un peu naïf et en manque de lucidité (cf. la phrase rituelle « faut tout de même rester positif ! »), la question que nous devons, me semble-t-il, nous poser individuellement et collectivement, c'est plutôt : à quelles conditions peut-on inverser le cours de cette Histoire funèbre ? À quelles conditions peut-on en finir avec la fin des paysans ?

J'en vois, sans bien sûr prétendre à l'exhaustivité, au moins 5 sur lesquelles je voudrais maintenant revenir tout au long de mon exposé. Et je vais en parler, autant vous prévenir tout de suite, de façon non spécialisée car, pour en finir avec la fin des paysans, il ne faut pas seulement une toute autre politique agricole, déjà prête d'ailleurs, mais un bouleversement complet de notre ordre social et politique. Ou, pour être plus exact, une rupture radicale avec le « désordre établi » dans lequel nous vivons.

**Première condition : bien comprendre ce que nous entendons par productivisme, mot sur lequel règne finalement une grande confusion.**

Dans notre livre, nous avons été conduits à proposer du productivisme une définition à la fois plus large et précise que celle que l'on entend ordinairement. Le productivisme, ce n'est pas simplement le fameux « toujours plus », « toujours plus de croissance » qu'on répète à l'envi, que l'on soit d'ailleurs partisan ou détracteur de cette croissance. C'est un phénomène singulièrement plus grave. C'est l'idée, consubstantielle à l'esprit de la modernité et du capitalisme, que tout, êtres humains, sociétés, produits de la science et de la technique ou des technosciences, animaux ou nature, doit devenir un matériau au service de la quête de Puissance et de Profit de l'État et du capital, sans cesse plus confondus dans l'État néolibéral. Cette logique du « tout est ressource », « tout est marchandise ou marchandisable » (« la marchandisation du monde, comme disaient les paysans de la Conf<sup>o</sup> au moment du démontage du MacDo de Millau), on peut en suivre le déploiement bien avant 1945 (colonisation des Amériques, révolution industrielle du XIX<sup>e</sup>, 1<sup>ère</sup> guerre mondiale), mais c'est surtout à partir de la Seconde guerre mondiale qu'elle a connu une expansion toujours plus accélérée. Elle est aujourd'hui effective et illimitée, en agriculture comme dans n'importe quel autre secteur, et produit une infinité de dégâts humains, sociaux ou écologiques qui nuisent à notre vie quotidienne autant qu'ils mettent en péril, notamment via le changement climatique, l'avenir de l'humanité.

Il faut donc être clair : tant qu'on ne sortira pas du productivisme capitaliste ou, si vous préférez, du capitalisme productiviste, l'un n'allant pas sans l'autre, point de salut sinon des problèmes qui iront en s'aggravant et des miettes qu'on voudra bien nous laisser !

**Deuxième condition : bien comprendre comment, dans les 70 dernières années, ce productivisme capitaliste s'est progressivement installé à la fois dans les esprits, les institutions, la réalité, savoir en tirer les leçons et, par-dessus tout, déjouer les pièges, innombrables, qui nous sont tendus.**

Pour ne pas être trop long, je vais me limiter aux pièges qui me paraissent les plus importants et je vais les évoquer via quelques questions formulées de façon un peu lapidaire ou brutale et auxquelles je n'ai pas forcément de réponse. Mais je crois qu'il est important que nous y réfléchissions, chacun séparément et, surtout, tous ensemble.

*Le piège de l'injonction à être, quoi qu'il arrive, toujours plus moderne.* Pourquoi ai-je absolument besoin du tracteur le plus puissant ou de l'Iphone dernière génération alors que je sais pertinemment que mon « libre » choix se retournera contre moi, par endettement ou obsolescence programmée, et ira grossir les profits de quelques multinationales qui alimenteront bientôt les prochains Panama ou Paradise papers ? Pourquoi suis-je prêt à tout pour m'agrandir et racheter les terres de mon voisin paysan ou bien encore devenir multipropriétaire d'appartements en ville alors que je sais bien que je contribue par là même à des campagnes désertées ou que mes gains locatifs appauvrissent les plus jeunes ? Pourquoi en bref, en me voulant moderne, suis-je devenu à ce point calculateur, cupide, et parfois, il faut bien le dire, si mou et si sot ? (Anecdote CP, agriculture paysanne ~~moderne~~)

*Le piège de la démocratie dite représentative.* Pourquoi n'ai-je toujours pas compris qu'elle s'est peu à peu transformée, notamment via l'UE ou les petits marquis de la décentralisation, en un régime oligarchique, c'est-à-dire du gouvernement de quelques-uns ? Et pourquoi suis-

je dupe de ces gadgets, de ces simulacres que sont la démocratie participative ou la gouvernance, mot-valise créé à partir de gouvernement et finance ? Il vaudrait donc mieux dire gouverfinance, comme il vaudrait mieux dire aussi, non pas « La République en marche » mais « La République en marché ».

*Le piège du chômage, de la précarité, de la pauvreté de masse* qui, comme la liquidation des paysans ne sont en rien une fatalité mais sont au contraire sciemment organisés, afin d'instaurer partout le gouvernement de la peur. Plutôt qu'une question, mieux vaut ici une citation qui vient d'un grand patron, Bernard Attali, le frère de Jacques, grand ami de Mitterrand, de Sarkozy ou de Macron. En 1993, alors que Bernard dirigeait Air France et qu'il prévoyait un énième plan de licenciement, il avait déclaré, déjà cynique et extrémiste : « *Il faut que les gens sentent que le pire est possible pour qu'ils deviennent raisonnables* ».

*Le piège de la bureaucratie.* Pourquoi, quand je suis représentant d'un parti politique, d'un syndicat, d'une association, mon combat finit presque toujours se perdre dans le dédale de quelque bureau, dialogue social, dispositif technico-règlementaire et que j'en arrive moi-même, plus souvent qu'à l'ordinaire, à employer les mots de ceux que je combats ? A dire ressource humaine plutôt que personne humaine, charges plutôt que cotisations sociales, plan social au lieu de plan de licenciement, ou à tout mettre en chiffres, histoire de devenir un expert ou un contre-expert, utile certes mais qui oublie aussi bien souvent tout ce qui est en dehors de la calculette. Ou pour dire à peu près la même chose, mais un peu autrement : pourquoi vais-je siéger au Grenelle de l'environnement, à la COP 21, 22, 23 ou aux États généraux de l'alimentation ? Pour une subvention, pour le besoin d'être reconnu par les puissants ou parce que j'en espère toujours un résultat, aussi petit soit-il, avant de ressortir, dans l'immense majorité des cas, déçu ou en colère ? De quoi, en bref, je me rends complice en discutant d'éteindre le feu avec les pyromanes ? Ou pour élargir encore la question : pourquoi est-ce que je m'échine encore à trouver une voie réformiste alors que le capitalisme fait, lui, la Révolution chaque matin ?

*Le piège de l'émiettement.* Pourquoi, quand je me dis en lutte pour une autre société plus démocratique, juste et solidaire, je ne fais pas tout pour, précisément, la fameuse convergence des luttes ? Pourquoi je mène et m'épuise dans mille et un combats sectoriels ou localisés, certes importants, mais qui tous, quand je rembobine la pelote des causes et des effets, me ramènent toujours à la domination et aux dégâts du capitalisme productiviste ? Pourquoi n'ai-je pas encore compris que seule l'unité la plus large des forces politiques, syndicales et associatives était capable d'infliger une déroute historique au camp adverse ?

*Le piège de l'instrumentalisation.* Instrumentalisation de ma conscience professionnelle quand je veux bien soigner les malades ou nourrir l'humanité, instrumentalisation de mon esprit caritatif ou de solidarité envers les plus déshérités, pauvres à côté de chez moi ou réfugiés venus de toute la planète. Pourquoi l'urgence me fait-elle oublier, pas toujours bien sûr mais trop souvent, que j'accompagne ainsi la perpétuation du « désordre établi » ? Pourquoi, alors que je sais bien que le puits est sans fond et que je ne fais jamais que soigner les symptômes, mal qui plus est, je ne fais pas tout pour m'attaquer aux causes, avec la même urgence ?

*Et piège enfin, qui résume peut-être tous les autres et nous invite chacun à nous interroger, le piège du temps qui s'écoule, du grignotage progressif* par lequel s'opèrent autant la fin des paysans que l'installation, dans les esprits, les institutions ou les faits, du productivisme capitaliste. Je l'illustrerai, comme tout à l'heure, non pas d'une question mais d'une citation. Elle est très ancienne, mais aussi très actuelle, et nous vient d'Étienne de La Boétie, l'auteur au XVI<sup>ème</sup> siècle du *Discours de la servitude volontaire*. Il y écrivait : « *Il est vrai de dire, qu'au commencement, c'est bien malgré soi et par force que l'on sert ; mais ensuite on s'y fait et ceux qui viennent après, n'ayant jamais connu la liberté, ne sachant pas même ce que c'est, servent sans regret et font volontairement ce que leurs pères n'avaient fait que par contrainte* ».

Voilà, je m'arrête là sans évoquer d'autres pièges importants, comme par exemple la question ô combien centrale des médias, et je passe maintenant à la...

**Troisième condition : bien identifier quel est, aujourd'hui, notre ennemi principal**, ceux qui pilotent, avec hélas de multiples relais dans la société, la logique inique et déraisonnable du « tout est ressource », du « tout marchandise ».

Quels que soient les noms qu'on leur donne, que certains les appellent encore bourgeoisie et d'autres caste ou oligarchie, nous avons affaire à une hyperclasse qui s'est affirmée depuis plusieurs décennies (chute du Mur) et dans laquelle on retrouve les chefs d'État et des institutions supranationales, les dirigeants des multinationales, les banquiers de Goldman Sachs et autres grands opérateurs sur les marchés financiers, les avocats d'affaires internationaux, les intellectuels et journalistes de connivence, la jet set, etc. Fruit du développement du capitalisme mondialisé et de sa fusion avec les institutions publiques (quand on parle encore de lobbies on est en fait en retard sur cette fusion, quasi totale), cette hyperclasse promeut dans tous les pays, et à tous les niveaux y compris local, ce productivisme capitaliste illimité qui nous plonge toutes et tous, de bon gré ou malgré nous, dans ce que Marx appelait « *la marmite d'alchimiste du capital* ». Une expression d'ailleurs qu'il employait à propos des paysans français mais qui concerne désormais l'ensemble de la population mondiale.

Il faut, là encore, être clair : tant que nous n'aurons pas créé les rapports de force capable de faire plier ou de dégager cette hyperclasse et ses multiples relais ou valets, nous continuerons à subir leurs injustices et leurs folies.

**Quatrième condition : mieux définir ce qu'on entend, aujourd'hui, par alternative, mot que l'on écrit indifféremment au singulier ou au pluriel, et à propos duquel règne à nouveau, comme pour le productivisme, pas mal de confusion.**

Dans notre livre, nous sommes assez critiques, non pas tant des actions, que du discours à la fois optimiste et naïf que tiennent certains écologistes, décroissancistes, colibristes disciples de Pierre Rabhi sur cette question. Pour l'énoncer de façon volontairement provocatrice, si l'on rencontre nombre d'esprits éclairés, critiques du productivisme dans cette nébuleuse anticroissance, il y a aussi quantité de bisounours dépolitisés, de bobos technophiles ou de gens qui croient, très sincèrement d'ailleurs, avoir trouvé la « bonne » solution d'après la fin des grands récits révolutionnaires ! En privilégiant une « (r)évolution » ou une « insurrection des consciences individuelles », en appelant chacun, sans souvent aller plus loin dans la réflexion, à la modification de son comportement de producteur ou de consommateur, en faisant miroiter que chacun doit « *faire sa part* » et que mille initiatives locales-durables font un changement de société, ce discours est pour nous autant un tantinet mystique que résolument mystificateur. Non seulement il participe de la culpabilité ambiante, s'avère assez consonant avec l'imaginaire de l'autoentrepreneur néolibéral et macronisant, mais surtout il laisse complètement de côté ce qu'est une pensée proprement politique, c'est-à-dire transformatrice des institutions, et il ne nous dit pas grand-chose, non plus, sur la question des rapports de force à construire avec l'hyperclasse gouvernante dont je parlais tout à l'heure et qui, je le répète, a colonisé tous les centres-clés de la décision publique, supranationale, nationale ou locale, et ne lâchera rien, sinon des miettes.

Toutes ces initiatives, toutes ces alternatives paysannes ou écocitoyennes, aussi louables soient-elles, ne prendront tout leur sens que si elles se trouvent insérées dans un projet global de transformation sociale et politique, refondant, de fond en comble, nos institutions pseudo démocratiques et représentatives. En l'état actuel et sans cette refondation politique, la vitesse de propagation du productivisme capitaliste continuera d'être bien supérieure à celle des alternatives locales et l'on assistera, au mieux, à ce qui existe déjà : une cohabitation de plus en plus schizophrénique, une société de plus en plus fragmentée et à plusieurs vitesses.

La situation actuelle de l'agriculture française en est d'ailleurs un bon exemple. On a, d'un côté, des agriculteurs productivistes, dont une fraction construit maintenant des fermes-usines avec de gros appuis financiers, tandis que l'autre est en crise, subit des revenus négatifs, et se fait éliminer au nom du tri des plus « performants ». Performants voulant dire aujourd'hui de plus en plus robotisés, numérisés. Et de l'autre côté, on rencontre une minorité de paysans, soutenus par des consommateurs solidaires, conscients des enjeux d'environnement ou de santé, qui mettent en œuvre l'agriculture paysanne, bio, les circuits courts, et fournissent des produits de qualité pour certaines catégories de la population, souvent aisées. Ils vivent généralement bien mieux que les agriculteurs productivistes mais font aussi face à toutes sortes de difficultés : le manque de soutiens financiers publics, la multiplication des normes bureaucratiques, environnementales ou sanitaires, qui en empêche plus d'un de travailler, le prix du foncier qui s'envole, la raréfaction des terres agricoles qui ne cesse de s'aggraver. D'où la question : cette cohabitation schizophrénique est-elle durable ? Les fermiers-usiniers ne vont-ils pas, à plus ou moins long terme, devenir le modèle hégémonique, comme c'est déjà le cas dans d'autres pays ? Et cette autre question : en étant survalorisée médiatiquement, par rapport à son poids réel en terme de producteurs ou de consommateurs concernés, cette agriculture paysanne n'est-elle pas le meilleur alibi pour ceux qui souhaitent poursuivre et accélérer l'industrialisation de l'agriculture ?

**Cinquième et dernière condition : ne jamais se résigner et voir que, si le combat est et sera très difficile et de longue haleine, on peut rester confiants car les choses ont considérablement progressé sans que nous en ayons encore pris vraiment conscience.**

Je m'explique. Quand j'ouvre les programmes de Via Campesina, de la Confédération paysanne, les propositions de la France Insoumise et des 40 livrets de l'Avenir en commun, ou bien encore les innombrables rapports et propositions de quantités d'autres acteurs mobilisés, je ne peux me dire qu'une chose : nous avons sacrément avancé !

J'y trouve d'abord, de l'OMC à la commune, en passant par la mise au pas des multinationales de l'agroalimentaire, la refonte de la PAC et des prix, l'établissement de nouvelles relations entre pays du Nord et du Sud ou les soutiens à apporter aux reconversions et installations indispensables, l'ensemble des orientations, instruments, méthodes qui permettraient de sortir, disons en deux décennies, du modèle de l'agriculture productiviste et de généraliser, en France comme partout, le modèle de l'agriculture paysanne. Bref d'en finir avec la fin des paysans.

Mais j'y trouve aussi autre chose, quelque chose de meilleur encore ou de complémentaire. A savoir que le temps du TINA, du « there is no alternative » cher à Margareth Thatcher et ses suivistes jusqu'à Macron, est définitivement révolu, obsolète ! L'alternative au productivisme capitaliste, autant dans ses grandes lignes, sa philosophie sociale et morale, sa vision générale du monde, que dans ses détails, c'est-à-dire ses institutions, ses mécanismes financiers, ses choix de politiques internationales, européennes, nationales, locales ou sectorielles, est déjà là, dans l'ensemble de ces documents, bien définie, avec précision, et elle inclut un bon nombre des aspirations et des constructions de la société qui, en France ou partout dans le monde, résiste, s'auto-organise, invente dans les interstices de la société actuelle, en micro, une société postcapitaliste et postproductiviste qui ne demande plus, pour devenir macro, qu'à s'affirmer comme société politique. En résumé, les alternatives dans l'alternative.

Pour conclure je dirais donc que nous avons, dans tous ces programmes, beaucoup plus que des programmes : un véritable projet de société et de gouvernement. C'était inimaginable il y a vingt ans encore. Nous devons donc conserver l'espoir, continuer à convaincre et, par dessus tout, nous unir pour modifier le rapport de forces et faire que la peur change de camp.